

des services et de l'aide du sénateur Molgat, dont le choix pour ce poste sera bien accueilli, j'en suis certain.

Honorables sénateurs, nous commençons une nouvelle session. Il me semble que nous devrions tous nous demander, vu l'incertitude, si l'on peut dire, qui règne actuellement au Parlement, comment nous pourrions renforcer cette institution, comment nous pourrions nous acquitter pleinement des tâches respectives pour lesquelles le gouverneur en conseil nous a nommés. Je propose à tous les honorables sénateurs d'examiner toutes les possibilités de travail qui sont offertes à chacun de nous. Je ne crois qu'un autre pays du monde, en tout cas du monde occidental, dispose d'une tribune de ce genre où les membres d'un organe législatif extérieur au gouvernement peuvent bénéficier des mêmes possibilités qui sont offertes à chacun de nous.

J'ai déjà dit et je répète—les sénateurs Laing et McIlraith seront sans doute d'accord avec moi, en raison de leurs nombreuses années de service à l'autre endroit—qu'au cours de mes dix premières années à la Chambre, soit de 1935 à 1945, et surtout au cours des cinq premières, le gouvernement d'alors ne s'était réservé que deux jours de la semaine parlementaire, ce qui laissait aux députés des différents partis trois jours pour présenter des résolutions, provoquer des débats publics sur des questions importantes, ou présenter des bills privés autres que des bills de finance. Les députés avaient encore ce privilège il y a vingt-cinq ans, mais maintenant, ils l'ont perdu, en raison du nombre important de mesures que le gouvernement juge nécessaire de présenter au Parlement et qui accaparent le temps de la Chambre.

• (1510)

Nous avons beaucoup de temps à notre disposition. Nous avons le même pouvoir que les membres de l'autre endroit qui ne font pas partie de l'exécutif. Si l'un d'entre vous juge nécessaire d'entamer un débat public sur une question quelconque, il peut le faire, où qu'il siège. Chaque sénateur a le droit de présenter des bills. Si nous profitons des possibilités qui nous sont offertes, je suis sûr que nous pourrions accroître la réputation du Sénat, laquelle est déjà, à mon avis, bien plus grande que certains de ceux qui nous critiquent à tout propos peuvent le croire.

A propos du calibre des personnes qui devraient être nommés sénateurs, comme le chef de l'opposition l'a signalé, je dirais que les nominations de ces dernières semaines nous permettent de compter maintenant parmi nous des personnes ayant acquis une expérience de la vie parlementaire et des affaires publiques. Ces nominations profitent au pays. Elles rehaussent le prestige du Parlement. Sans compter que le gouvernement actuel ayant à cœur d'en faire un organisme législatif de plus en plus utile, a nommé ici il y a deux ans des personnalités très importantes qui n'étaient pas membres du parti au pou-

voir. D'abord, le sénateur Manning, qui a été premier ministre de la province de l'Alberta pendant 25 ans. Puis le sénateur Forsey qui, bien qu'il appuie maintenant le parti libéral, n'en a pas moins naguère contribué appréciablement à la vie politique du Canada. Si on s'arrête aux antécédents de ces deux sénateurs ou à ceux des autres nouveaux sénateurs, on ne peut s'empêcher de penser que le Sénat ne mérite pas les critiques insidieuses, farfelues et injustes que lui ont adressées des journalistes et des parlementaires.

J'ajoute un dernier mot. J'ai passé toute ma vie sur la scène publique, mais si je croyais que ces accusations sont fondées, je me retirerais d'un organisme que j'entends chaque jour dénigrer ainsi. Or, je les crois sans fondement. Voilà pourquoi je suis disposé, comme d'autres sénateurs, à contribuer à la vie publique par l'intermédiaire de cette institution. Si jamais je cessais d'être utile au Sénat, je le quitterais, et je crois que ce devrait être là notre attitude à tous.

Le sénateur Flynn a parlé aujourd'hui en connaissance de cause et en termes énergiques des conséquences des dernières élections fédérales. Sans doute, les sénateurs ont l'avantage de n'être pas personnellement engagés dans les élections. Je n'ai pas, moi, le même intérêt que le sénateur Flynn dans les résultats des dernières élections ou peut-être des prochaines. Tout ce que je puis dire, c'est que si la fortune s'était montrée un peu plus généreuse pour lui, ou pour son parti, il occuperait mon poste et moi-même, ou quelqu'un d'autre, lui ferait face. La politique étant ce qu'elle est, il n'y aurait peut-être pas beaucoup de différence dans l'attitude qu'il maintiendrait de ce côté-ci ou que je tiendrais de l'autre côté. Il reste que c'est moi qui suis leader du gouvernement et que c'est le sénateur Flynn qui exerce les fonctions de leader de l'opposition.

J'avoue que le résultat du scrutin m'a un peu surpris. Je n'ai jamais été doué pour les pronostics, quel que soit le genre, mais je me suis certainement trompé au sujet des dernières élections. Il nous faut, cependant, trouver la meilleure façon pour le Parlement de s'adapter à la situation politique qui se présente.

Mon ami, le leader de l'opposition, prétend que le gouvernement a été désavoué, que le ministre Trudeau, élu avec une aussi confortable majorité en 1968 a cette fois été répudié par l'électorat. Il ne fait aucun doute qu'on n'a pas embrassé le gouvernement actuel avec le même enthousiasme qu'en 1968.

L'honorable M. Flynn: On l'a plutôt étonné.

L'honorable M. Martin: Il est absurde de parler des différents résultats statistiques, mais s'il y a eu désaveu, je pense que ce fut en partie celui non seulement d'une bonne partie de ce que représente le gouvernement actuel, mais sans doute—fait encore plus significatif—du parti auquel appartient le chef de l'opposition. Il y a eu désaveu, non pas une fois, mais deux fois. On avait désavoué ce parti en 1968; on l'a de nouveau désavoué en 1972.